



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES (FCS)

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **(CCAP)**

Pouvoir Adjudicateur en charge de la passation :  
Centre Hospitalier d'Avignon  
305 Rue Raoul Follereau  
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :  
Direction des Achats et de la Logistique (DAL)

**Objet du marché :**

---

**Location d'un tunnel de lavage blanchisserie,  
avec option d'achat, comprenant la fourniture,  
l'installation, la mise en service et la garantie**

---

La forme du marché est la suivante :

Marché "simple" (à prix forfaitaires)

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

<b>Article 1</b>	<b>Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1	Intervenants et parties contractantes .....	4
1.2	Sous-traitance .....	4
<b>Article 2</b>	<b>Objet du marché.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3</b>	<b>Décomposition, durée et forme du marché .....</b>	<b>5</b>
3.1	Décomposition en lots .....	5
3.2	Durée du marché .....	5
3.3	Forme du marché.....	5
3.4	Caractéristiques de l'accord-cadre .....	5
3.5	Décomposition en tranches .....	5
<b>Article 4</b>	<b>Documents contractuels.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 5</b>	<b>Délais d'exécution .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 6</b>	<b>Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>6</b>
6.1	Emballage .....	6
6.2	Transport.....	6
6.3	Exigences logistiques de livraison .....	7
6.4	Documents à fournir .....	7
6.5	Développement durable .....	7
6.5.1	Clause d'insertion sociale .....	7
6.5.2	Clause environnementale .....	7
<b>Article 7</b>	<b>Opérations de vérifications - décisions après vérifications .....</b>	<b>8</b>
7.1	Vérifications quantitatives .....	8
7.2	Vérifications qualitatives.....	8
7.3	Admission.....	8
<b>Article 8</b>	<b>Garantie .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 9</b>	<b>Prix .....</b>	<b>9</b>
9.1	Contenu des prix .....	9
9.2	Modalités de variation des prix .....	9
<b>Article 10</b>	<b>Acomptes et paiements partiels définitifs .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 11</b>	<b>Paiement - établissement de la facture .....</b>	<b>10</b>
11.1	Mode de règlement.....	10
11.2	Répartition des paiements.....	10
11.3	Présentation et transmission des factures .....	10
11.4	Intérêts moratoires.....	11
<b>Article 12</b>	<b>Avance .....</b>	<b>11</b>
12.1	Montant de l'avance .....	11
12.2	Remboursement de l'avance.....	11
<b>Article 13</b>	<b>Obligations du Titulaire.....</b>	<b>12</b>
13.1	Respect des obligations en matière de travail .....	12

13.2	Assurance.....	12
13.3	Informations techniques et conseils .....	12
13.4	Discrétion, confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	13
<b>Article 14</b>	<b>Exécution par défaut .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 15</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>13</b>
15.1	Pénalités de retard dans le cadre de la livraison .....	13
15.2	Pénalités de retard dans le cadre de la mise en service.....	13
15.3	Pénalités pour indisponibilité.....	14
<b>Article 16</b>	<b>Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires</b>	<b>14</b>
16.1	Changement de Titulaire .....	14
16.2	Evolution de la réglementation .....	15
16.3	Marché de prestations similaires.....	15
<b>Article 17</b>	<b>Résiliation.....</b>	<b>15</b>
17.1	Motifs de résiliation.....	15
17.1.1	<i>Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon .....</i>	<i>15</i>
17.1.2	<i>Résiliation demandée par le Titulaire.....</i>	<i>15</i>
17.2	Indemnité de résiliation .....	15
<b>Article 18</b>	<b>Événement imprévisible survenu en cours d'exécution .....</b>	<b>16</b>
18.1	Obligation d'information.....	16
18.2	Modalité de poursuite du marché .....	16
18.3	Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché .....	16
<b>Article 19</b>	<b>Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 20</b>	<b>Attribution de compétence .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 21</b>	<b>Dérogations aux documents généraux .....</b>	<b>17</b>

## **Article 1 Dispositions générales**

### **1.1 Intervenants et parties contractantes**

L'Acheteur / le Pouvoir Adjudicateur est :

**Le Directeur du Centre Hospitalier d'Avignon** ou son représentant  
305 rue Raoul Follereau  
84902 AVIGNON CEDEX 9

Le **service acheteur** en charge du suivi général de l'exécution du marché :

**Direction des Achats et de la Logistique**  
**CH d'Avignon**  
305 rue Raoul Follereau  
84902 AVIGNON CEDEX 9

Le **Titulaire** au sens de l'article 2 du CCAG est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le Titulaire » ou « le prestataire ».

### **1.2 Sous-traitance**

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de prestations du marché public dans les conditions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique et de l'article 3.6 du CCAG.

Celui-ci peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du Centre Hospitalier d'Avignon l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC, selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule des marchés du Centre Hospitalier d'Avignon (dont les coordonnées postales figurent en page de garde du présent CCAP) une déclaration de sous-traitance complétée et signée en original par le Titulaire et le sous-traitant.

Cette déclaration doit prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 41 du CCAG).

## **Article 2 Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

**Location d'un tunnel de lavage blanchisserie, avec option d'achat, comprenant la fourniture, l'installation, la mise en service et la garantie**

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

## **Article 3 Décomposition, durée et forme du marché**

### **3.1 Décomposition en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### **3.2 Durée du marché**

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

Les matériels devront être livrés et mis en service entre le 1<sup>er</sup> Janvier 2026 et le 30 Avril 2026. La garantie associée débute à la date réelle d'admission du matériel.

La durée de location est de 6 ans à compter de la date réelle d'admission du matériel.

### **3.3 Forme du marché**

Le présent marché public est un marché "simple" (à prix forfaitaires).

### **3.4 Caractéristiques de l'accord-cadre**

Sans objet.

### **3.5 Décomposition en tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## **Article 4 Documents contractuels**

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG** applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, les documents contractuels dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives du Centre Hospitalier d'Avignon font foi, sont les suivants par ordre de priorité décroissante :

1. l'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
2. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - annexe « Questionnaire technique »,
  - annexe « Questionnaire développement durable » ;
4. l'offre établie par le Titulaire ;
5. le mémoire technique ;
6. la documentation technique des matériels ;
7. le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des pièces particulières au présent marché. Les dispositions contenues dans ces pièces particulières apportent des précisions, complètent et parfois dérogent au CCAG.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces contractuelles citées ci-dessus est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

## **Article 5 Délais d'exécution**

Les matériels doivent être livrés et mis en service au plus tard à la date indiquée à l'article 3.2 du présent CCAP.

Le Titulaire s'engage à ne pas dépasser les délais figurant à l'annexe n° 1 du CCTP « Questionnaire technique » (délais de livraison, de mise en service et d'intervention dans le cadre de la garantie).

Au-delà de ce délai, des pénalités de retard telles que définies à l'article 15.1 du présent CCAP peuvent être appliquées.

Les modalités prévues en cas de défaillance dans la réalisation des prestations sont détaillées à l'Article 14 du présent CCAP.

## **Article 6 Conditions d'exécution des prestations**

### **6.1 Emballage**

Conformément à l'article 20.2.1 du CCAG, la qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport.

Le Titulaire est responsable de la qualité des emballages.

**Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG**, les emballages deviennent la propriété de l'Acheteur qui les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

### **6.2 Transport**

Conformément à l'article 20.3 CCAG, le transport s'effectue, sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

En cas de problèmes dans les circuits de distribution normaux (ex. grève des transporteurs, intempéries...), le Titulaire du marché assume tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

Conformément à l'article 21.1 du CCAG, le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'Acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le Titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison.

Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

### 6.3 Exigences logistiques de livraison

Les exigences logistiques sont les suivantes :

Lieux de livraison (1) :  <b>Dérogation à l'article 17.1 du CCAG</b>	Centre Hospitalier d'Avignon <b>Blanchisserie</b> 305, Rue Raoul Follereau 84902 AVIGNON CEDEX 09  Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison est à la charge du Titulaire (non facturable).
Plage horaire de réception :	7h00-14h00 sans interruption jours de semaine Fermeture samedi et dimanche et jours fériés

**Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG**, le Titulaire ayant été invité à prendre connaissance, préalablement à son offre, des particularités de tous les lieux de livraison et des horaires de réception, les frais supplémentaires dus à ces contraintes ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire.

### 6.4 Documents à fournir

Le Titulaire s'engage à fournir toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

### 6.5 Développement durable

#### 6.5.1 Clause d'insertion sociale

Sans objet.

#### 6.5.2 Clause environnementale

Le marché comporte les clauses environnementales telles que décrites par le Titulaire dans l'annexe n° 2 au CCTP « Questionnaire développement durable ».

## **Article 7 Opérations de vérifications - décisions après vérifications**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG.

### **7.1 Vérifications quantitatives**

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison.

Si la quantité fournie n'est pas conforme à la commande, le représentant de l'établissement met le Titulaire en demeure d'ajuster la livraison dans les délais qu'il prescrira.

**Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG**, la mise en conformité quantitative des prestations fait obstacle à l'exécution des opérations de vérifications qualitatives.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature du représentant de l'établissement.

### **7.2 Vérifications qualitatives**

Ces opérations consistent à vérifier la conformité du matériel livré avec les spécifications du marché.

### **7.3 Admission**

Le Centre Hospitalier d'Avignon prononce l'admission des prestations et du matériel livré, sous réserve des vices cachés, s'ils répondent aux stipulations du marché.

**Par dérogation aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG-FCS**, le Centre Hospitalier d'Avignon réalise des opérations de vérification d'aptitude et de service régulier.

La vérification d'aptitude a pour but de constater que le matériel présente les caractéristiques techniques et les performances qui le rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP (en particulier : travaux de maçonnerie nécessaires à l'installation du matériel, déplacement/dépose des autres matériels en place dans les locaux de la blanchisserie, formation du personnel sur le fonctionnement du matériel et sa maintenance, évacuation de l'ancien matériel, accessoires livrés, plans d'implantation définitifs fournis), et le cas échéant par la documentation du titulaire. Cette vérification a une durée maximale de 30 jours.

La régularité du service a pour but de vérifier que le matériel est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'utilisation et a une durée de 30 jours.

Si la vérification d'aptitude est positive, l'établissement procède à la vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, l'établissement prend une décision d'ajournement ou de rejet.

**Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS**, en cas d'ajournement, le Centre Hospitalier d'Avignon procède de nouveau à la vérification d'aptitude.

Si la vérification de service régulier est positive, le Centre Hospitalier d'Avignon procède à l'admission définitive.

Si la vérification de service régulier est négative, le Centre Hospitalier d'Avignon prononce soit l'ajournement des prestations par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de 60 jours, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Le transfert de propriété du Titulaire vers le centre hospitalier d'Avignon est réalisé par l'admission.



## **Article 8 Garantie**

**Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG**, les équipements font l'objet d'une garantie gratuite minimale de deux ans.

Le titulaire peut proposer une garantie d'un délai supérieur dans l'annexe n° 1 du CCTP « Questionnaire technique ».

## **Article 9 Prix**

### **9.1 Contenu des prix**

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Le prix à payer est celui en vigueur au jour de la commande, **par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG**.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison,
- l'installation des matériels : éventuels travaux de maçonnerie, le raccordement aux réseaux électrique, vapeur, eau et air comprimé et intégration avec la chaîne existante, dépose et évacuation extérieure des équipements à remplacer, déplacement et remise en place du matériel gênant le passage,
- la mise en service des matériels : formation du personnel sur le fonctionnement du matériel, fourniture des plans d'implantation définitifs selon toutes les prescriptions techniques indiquées au CCTP,
- la garantie des matériels,
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix ne peuvent comporter de suppléments se rapportant à des frais de dossier, de facturation ou à **de minimum de commande (le Titulaire s'engage à livrer la quantité demandée, quelle qu'elle soit)**.

Le marché est traité **à prix forfaitaires**, figurent à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

### **9.2 Modalités de variation des prix**

Le prix forfaitaire de location est **ferme pendant toute la durée du marché, sans révision de prix possible**.

## **Article 10 Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au Titulaire dans les conditions prévues au CCAG, sous réserve des dispositions du Code de la Commande Publique.

Le paiement de la prestation intervient mensuellement à terme échu.

Le paiement de la prestation intervient à la date d'admission du matériel.

## **Article 11 Paiement - établissement de la facture**

### **11.1 Mode de règlement**

Conformément à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

### **11.2 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses co-traitants / sous-traitants éventuels.

### **11.3 Présentation et transmission des factures**

**Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée au moyen de la solution « Chorus Pro ».**

Outre les mentions légales et en complément des éléments listés à l'article 11.3. du CCAG, les factures doivent comporter les mentions obligatoires suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique de la facture ;
- la désignation de l'émetteur de la facture : nom, n° Siret et adresse ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'admission des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations admises ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations admises ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire, éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant total hors taxes des prestations admises éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de SIRET, qui identifie le Centre Hospitalier d'Avignon en tant que destinataire des factures : 26840016500018 ;
- le code service qui permet de distinguer les différents services d'une même structure :
  - ⇒ Code service 01 : avec numéro de commande obligatoire
  - ⇒ Code service 02 : sans numéro de commande
- pour le code service 01, a minima le numéro du bon de commande et le cas échéant le numéro du marché et du lot ;
- pour le code service 02, a minima le numéro du marché et du lot.

Une facture transmise à tort sous format papier ou par courriel sera rejetée par le service chargé de la réception et du traitement des factures.

Le délai de paiement ne court qu'à compter de leur réception par la solution Chorus Pro et non à compter de la réception sous format papier ou par une solution de dématérialisation autre que la solution Chorus Pro.

Les coordonnées indiquées sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) joint à l'acte d'engagement sont celles qui seront utilisées pour le règlement des factures.

Tout autre RIB joint à une facture ne peut être pris en considération que dans le cas où le Titulaire du marché a effectué une demande écrite de changement.

## 11.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique donne droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, sans qu'il ait à le demander.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## Article 12 Avance

### 12.1 Montant de l'avance

Sauf renonciation expresse du Titulaire portée à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant initial du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

**L'option B** du CCAG (article B.11.1) prévoyant l'application du taux minimum de l'article R2191-7 du code de la commande publique est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à **5%** dans le présent marché.

Le montant de l'avance est déterminé tel que suit :

- Si la durée du marché est inférieure ou égale à 12 mois  
Montant de l'avance = 5% du Montant initial du marché TTC \*
- Si la durée du marché est supérieure à 12 mois  
Montant de l'avance = 5% du Montant initial du marché TTC \* x 12  
Durée du marché (en mois)

*\* Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct, conformément à l'article R2191-6 du code de la commande publique.*

*Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction, conformément à l'article R2191-15 du code de la commande publique.*

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance versée au Titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

### 12.2 Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique. Ainsi, quand l'exécution des prestations atteint 65 % du montant TTC du marché, le remboursement s'impute sur les sommes dues au Titulaire.

Par ailleurs, quand l'exécution des prestations atteint 80 % du montant TTC du marché, le remboursement doit être terminé.

## **Article 13 Obligations du Titulaire**

### **13.1 Respect des obligations en matière de travail**

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : articles L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés) et L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

### **13.2 Assurance**

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le Centre Hospitalier d'Avignon en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

### **13.3 Informations techniques et conseils**

Le Titulaire s'engage à assurer l'information technique nécessaire auprès des utilisateurs :

- en début d'exécution du marché ;
- régulièrement en cours d'exécution du marché à la demande de l'établissement.

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels et prestations fournies à l'Acheteur.

Dans ce cadre, le Titulaire communique notamment toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système maintenu et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

### **13.4 Discretion, confidentialite et protection des donnees a caractere personnel**

L'article 5 du CCAG s'applique.

Le Titulaire s'engage a mettre en oeuvre toute les mesures au titre du reglement general sur la protection des donnees (2016/679 du 27 avril 2016) RGPD.

Le Titulaire est autorise a traiter les donnees a caractere personnel necessaires pour fournir les prestations objet du marche.

Le Titulaire s'engage a :

1. traiter les donnees uniquement pour les seules finalites qui font l'objet du marche
2. garantir la confidentialite des donnees a caractere personnel traitees dans le cadre du present marche
3. veiller a ce que les personnes autorisees a traiter les donnees a caractere personnel en vertu du present marche (co-traitants / sous-traitants) :
  - s'engagent a respecter la confidentialite ou soient soumises a une obligation legale appropriee de confidentialite
  - reçoivent la formation necessaire en matiere de protection des donnees a caractere personnel

Tout manquement est susceptible d'entraîner la résiliation du marché, sans indemnité.

## **Article 14 Exécution par défaut**

Sans objet.

## **Article 15 Pénalités**

Les pénalités dues par le Titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels tels que fixés à l'Article 5 du présent CCAP, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG**, le Titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

Les pénalités sont cumulatives entre elles.

### **15.1 Pénalités de retard dans le cadre de la livraison**

En cas de retard du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, après avoir invité celui-ci à présenter ses observations.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG**, la pénalité est calculée telle que suit :

**300 €** (TVA non applicable) par jour de retard, à compter du 01/05/2026.

Les pénalités de retard sont imputées au Titulaire, sous forme de titre de recette.

### **15.2 Pénalités de retard dans le cadre de la mise en service**

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG**, lorsque le délai contractuel de mise en service est dépassé, par le fait du fournisseur, le Centre Hospitalier d'Avignon se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de **300 €** (TVA non applicable) par jour de retard.

Les pénalités de retard sont imputées au Titulaire, sous forme de titre de recette.

### 15.3 Pénalités pour indisponibilité

En cas d'indisponibilité d'un matériel, telle que définie à l'article 14.2.1 du CCAG, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités.

Le début et la fin de l'indisponibilité sont déterminés en application des articles 14.2.2 et 14.2.3 du CCAG.

**Par dérogation aux articles 14.2.4 et 14.2.5 du CCAG**, le Titulaire est tenu de faire connaître à l'établissement la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur site ;
- cinq jours ouvrables pour une maintenance chez le Titulaire.

Pour une maintenance sur le site, le Titulaire doit avertir l'établissement si la durée prévisible de l'indisponibilité dépasse huit heures ouvrées (conformément aux articles 14.2.4 et 14.2.5 du CCAG)

Pour une maintenance chez le Titulaire, celui-ci doit avertir l'établissement si la durée prévisible de l'indisponibilité dépasse cinq jours ouvrables (**par dérogation aux articles 14.2.4 et 14.2.5 du CCAG**)

Sauf en cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-avant, le Titulaire est soumis à la pénalité citée ci-après : **2 500 €** (TVA non applicable) par jour d'indisponibilité.

Cette pénalité est applicable pendant la période de garantie proposée par le Titulaire, mais également dans le cas où la prestation de maintenance a été retenue par l'établissement en tant que prestation supplémentaire éventuelle lors de l'attribution du marché.

## **Article 16 Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires**

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché comporte des modifications « clauses de réexamen ».

### 16.1 Changement de Titulaire

En vertu de ce même article R2194-1, le marché peut faire l'objet d'une modification du Titulaire au motif d'une cession d'activité, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées lors de la procédure de passation du marché public initial.

Dans cette hypothèse ainsi qu'en cas de cession à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial (article R2194-6 2°), celui-ci s'engage à informer le Centre Hospitalier d'Avignon de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Centre Hospitalier d'Avignon ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

La cession ne saurait être assortie d'une remise en cause par le nouveau Titulaire des éléments essentiels du marché, tels que la durée, la nature des prestations et leur prix.

Ce type de modification prendra la forme d'un avenant signé des parties.

## 16.2 Evolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut négocier de bonne foi une modification de type avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

## 16.3 Marché de prestations similaires

Sans objet.

# Article 17 Résiliation

## 17.1 Motifs de résiliation

### 17.1.1 Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG.

La résiliation est prononcée aux torts du Titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG (résiliation pour faute du Titulaire),
- en cas de refus de produire les pièces indiquées à l'article 13.1 du présent CCAP,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à 2141-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut également être résilié dans les cas et formes prévus aux articles 1.2 (sous-traitance occulte) et 13.4 (RGPD) du présent CCAP.

### 17.1.2 Résiliation demandée par le Titulaire

En dehors des cas prévus au CCAG, et **par dérogation à l'article 40.1 du CCAG**, si le Titulaire souhaite que le marché soit résilié, il doit en faire la demande par lettre recommandée avec avis de réception au Centre Hospitalier d'Avignon, en indiquant les motifs de sa requête.

Le Centre Hospitalier d'Avignon dispose de 4 mois à compter de la date de réception de cette demande pour se prononcer sur la résiliation.

Si les motifs lui apparaissent justifiés, une résiliation amiable peut être prononcée.

Dans le cas contraire, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire, assortie d'une indemnité de résiliation de 5 000 €.

## 17.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 38 du CCAG, n'ouvrent pas droit à indemnité.

**Par dérogation à l'article 42 du CCAG**, aucune indemnité ne sera due en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Dans les autres cas, le Titulaire du marché doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.



## **Article 18 Événement imprévisible survenu en cours d'exécution**

### **18.1 Obligation d'information**

En cas d'événement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le Titulaire doit informer le Centre Hospitalier d'Avignon dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le Titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

### **18.2 Modalité de poursuite du marché**

Le Titulaire et le Centre Hospitalier d'Avignon peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'événement imprévisible.

### **18.3 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché**

Le Titulaire du marché peut formuler une demande d'indemnisation s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite d'exécution des prestations dans les conditions de l'offre initiale.

A ce titre, il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte à l'établissement.

Le Centre Hospitalier d'Avignon doit analyser le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation peut prendre la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause, et même en cas d'événement relevant de la force majeure :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le Centre Hospitalier d'Avignon,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

## **Article 19 Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.



## **Article 20 Attribution de compétence**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nîmes.

## **Article 21 Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'Article 4 du CCAP
- Dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG par l'Article 6.1 du CCAP
- Dérogation aux articles 17.1 et 21.4 du CCAG par l'Article 6.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 29.1 du CCAG par l'Article 7.1 du CCAP
- Dérogation aux articles 28.2, 30.1 et 30.2 du CCAG par l'Article 7.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 33.1 du CCAG par l'Article 8 du CCAP
- Dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG par l'Article 9.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG par l'Article 15 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG par les Articles 15.1 et 15.2 du CCAP
- Dérogation aux articles 14.2.4 et 14.2.5 du CCAG par l'Article 15.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 40.1 du CCAG par l'Article 17.1.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 42 du CCAG par l'Article 17.2 du CCAP